

quer à l'abri des freinages, des sabotages, des menaces et des attaques de la contre-révolution.

Posé de cette façon, le mot d'ordre d'Assemblée Constituante, loin d'être un frein, deviendra un levier de lutte et de mobilisation, de constitution des organismes autonomes des masses. De cette façon seulement, elle pourra être dépassée dans les faits par les formations du pouvoir prolétarien, qui apparaîtront comme une expression supérieure de la volonté des travailleurs.

A. Roura, F. Polo, Andrés Herrero.

29 avril 1946.

Post-scriptum au texte de la Minorité

Le texte ci-dessus, minoritaire à la Conférence du Groupe espagnol, fut publié le 29 avril dernier, la Conférence devant se réunir les 8 et 9 juin. Le dernier délai pour la présentation des textes pour la Conférence fut fixé au 15 mai. Les camarades signataires du texte minoritaire ont cru que les textes pour la discussion devaient être publiés le plus tôt possible pour permettre précisément à la discussion intérieure et internationale de prendre toute son ampleur.

Le texte présenté par le camarade Ernest, qui eut la majorité à la Conférence, fut présenté à l'expiration du délai accordé. Ceci permit à son auteur de lui donner un caractère en partie polémique contre le texte minoritaire.

Pour faciliter l'épanouissement de la discussion espagnole, les camarades de la minorité estiment nécessaire de publier ce « Post-Scriptum », tiré de l'exposé fait par le rapporteur de la minorité à la Conférence de la Section espagnole.

Le texte du camarade Ernest nous dit que les deux idées essentielles qui inspirèrent en 1930-1931 la politique de l'opposition de gauche étaient les suivantes : « Agir de façon que, dans la conscience des masses, prenne corps la nécessité d'une REPUBLIQUE OUVRIÈRE ; arracher les masses à l'influence des républicains qui, aux moments décisifs, sacrifieront leurs formules démocratiques aux intérêts supérieurs des classes possédantes ».

Nous ignorons si ces phrases, publiées par le camarade Ernest entre guillemets, correspondent à autant de citations littérales des textes de L. T. ou à des documents de l'opposition de gauche. Jusqu'à preuve du contraire, nous ne le pensons pas. En tout cas, la caractérisation qu'on y fait de la politique bolchevique-léniniste de 1930-1931 est nettement insuffisante. En effet : « agir de façon que dans la conscience des masses prenne corps la nécessité de la république ouvrière » (c'est-à-dire : de la prise du pouvoir) nous apparaît comme la simple formulation d'un principe, d'un besoin valable pour tous les temps. Le problème commence justement là où il finit pour le camarade Ernest. Car le problème était bien celui-ci : comment, dans la situation espagnole de 1931, faire précisément avancer les masses vers la conscience de la prise du pouvoir et vers la prise du pouvoir elle-même ? Et voici de quelle façon L. T. définissait très précisément ce « comment », qui était justement toute la clef du problème :

« Il est inutile de dire, écrivait L. T., que l'emploi par nous des mots d'ordre démocratiques (République, révolution agraire, Assemblée constituante, liberté pour les nationalités, séparation de l'Eglise et de l'Etat, etc.) n'ont, en aucune façon, pour but de provoquer un rapprochement entre le prolétariat et la bourgeoisie républicaine. Au contraire, ces mots d'ordre permettront de combattre victorieusement la gauche bourgeoise, dont on pourra dénoncer à chaque instant le caractère anti-démocratique. Plus l'avant-garde ouvrière combattra avec audace, résolulement et implacablement en faveur des mots d'ordre démocratiques, plus tôt elle réussira à gagner les masses et à débordier les républicains bourgeois et les réformistes ; plus solidement les meilleurs éléments des masses viendront à nous ; plus tôt

la République démocratique s'identifiera dans la conscience des masses à la République ouvrière. »

Voilà comment, concrètement, les trotskystes, en 1930-1931, entendaient appliquer le principe général de donner aux masses conscience qu'il faut prendre le pouvoir. Pas dans une opposition abstraite de la République ouvrière et de la République bourgeoise, mais dans la lutte acharnée pour les mots d'ordre démocratiques, en premier lieu pour la République et pour un Parlement révolutionnaire (**Cortès révolutionnaires**), par opposition à un parlement ligoté, concédé par la grâce du roi.

« L'expérience de la République, peut-on lire dans le texte du camarade Ernest, a été faite jusqu'au bout. » Que faut-il conclure, demandons-nous, de cette affirmation ? Peut-être que la force des aspirations démocratiques, d'autodétermination des masses espagnoles est inexistante ou presque ? Terrible erreur que croire cela. Depuis 1939, les masses espagnoles ont vécu soumises à la plus terrible, à la plus sauvage des répressions et des illégalités. Cette situation n'a pas pu ne pas donner, par contre, aux aspirations démocratiques des masses et des jeunes générations une force explosive énorme et renouvelée, qu'il s'agit d'exploiter et de canaliser hardiment contre la bourgeoisie, en l'employant comme tremplin contre l'ennemi de classe, qui est incapable d'accorder aux masses la réelle réalisation de leurs droits démocratiques les plus larges. Le premier et le plus important de ces droits démocratiques, qu'il convient d'employer comme levier de mobilisation, est celui de la République, d'une République qui puisse se tracer elle-même sa physionomie. Cela face aux tentatives de restauration d'une « monarchie constitutionnelle » et aussi contre les tentatives de restauration de la « légalité républicaine de 1931 ». Car il s'agit, bien entendu, de lutter contre la République bourgeoise, non en lui opposant abstraitement la République soviétique, mais en entraînant les masses à la dépasser dans les faits, ce qui ne peut être fait que par l'emploi adéquat de mots d'ordre qui répondent à leurs désirs profonds.

Le camarade Ernest — qui veut savoir, avant tout, de quelle République nous sommes partisans : république bourgeoise ou soviétique — s'étonne que nous disions que la lutte pour la République, liée évidemment au reste des mots d'ordre démocratiques, transitoires et pro-socialistes correspondant le mieux à la situation, aux désirs immédiats des masses et à leur expérience de 1936-1939, constitue un pont vers la révolution prolétarienne. Nous nous étonnons de son étonnement, car notre affirmation découle de la base même du programme transitoire.

Nous affirmons, en effet, qu'aujourd'hui, en Espagne et dans l'émigration, la lutte pour la révolution prolétarienne ne passe pas par l'affirmation réthorique de sa nécessité, mais par la lutte pour la République, lutte qui ne répètera pas les erreurs de 1931.

Cette dernière phrase a choqué aussi notre camarade Ernest, qui s'embarque dans une série d'analyses de la plus pure logique formelle. Voyons un peu : « La République de 1931, écrit-il, était bourgeoise ; en tant que République bourgeoise, elle ne pouvait faire autre chose que ce qu'elle a fait ; elle n'a pas commis d'erreurs ; parler d'erreurs de 1931, c'est tomber dans un langage centriste », etc.

Précisons, tout d'abord, que nous avons parlé très précisément, dans notre texte, des erreurs de la lutte pour la République, lutte qui ne répète pas les erreurs de 1931.

Quelles furent les erreurs de cette lutte des masses en 1931 ? Ce furent, en bref : la République qui fut instaurée grâce aux luttes et à l'action des masses, et qui trouva à sa tête les épaves libérales de la bourgeoisie, avec leur programme, évidemment. Voilà déjà une erreur capable d'être comprise aujourd'hui par les plus larges masses et qui doit servir énormément pour une politique qui pousse les partis ouvriers à la rupture avec les organisations bourgeoises et qui dénonce la couardise des directions ouvrières traditionnelles.

diverger → degré de conscience